



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : Contrat de travaux pour la réhabilitation du mur de soutènement de la gendarmerie de la commune de la Foa

1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation des travaux de réhabilitation d'un mur de soutènement à la Gendarmerie de la commune de la Foa.

2 – Etendue de la consultation

Cette consultation est appel d'offre ouvert.

3 – Répartition en lots, forme des réponses, et forme des contrats

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Un candidat peut soumissionner seul ou en groupement.

Chaque candidat peut également se présenter avec un ou plusieurs sous-traitants.

4 – Forme du contrat et des prix

Il s'agit d'un contrat standard, c'est à dire à quantités définies et prix global défini.

Le démarrage des prestations se fait sur ordre de service, par un écrit ou à la notification du contrat à l'attributaire.

Les délais relatifs au contrat sont précisés à l'article 5 du projet de contrat.

5 - Questions, réponses, modifications

Toute question des candidats sera portée par écrit sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr), au plus tard **7** jours avant la date limite de remise des offres.

Les réponses et les éventuelles modifications de la consultation seront envoyées en temps utile à l'ensemble des candidats si elles impactent la teneur de la consultation.

6 – Documents à remettre par les soumissionnaires

Chaque soumissionnaire doit remettre une offre constituée comme suit :

a) Une **attestation sur l'honneur** indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, et qu'il est en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales ;

b) le **projet de marché** :

- **(AE/DPGF)** soigneusement complété, paraphé à chaque page, et signé par les personnes habilitées à représenter le candidat

- **(CCAP/CCTP/PLANNING/PLANS)**, soigneusement paraphé à chaque page, et signé par les personnes habilitées à représenter le candidat

- **(Diagnostic G5)**, soigneusement signé sur la première page par les personnes habilitées à représenter le candidat

c) Une **note méthodologique** détaillée sur :

- les références du candidat,

- les moyens humains

- les moyens techniques,

- le plan de charge,

- la méthodologie d'exécution des travaux

- la précision sur les actions liées au développement durable et au retraitement des déchets de l'entreprise

d) **L'engagement de confidentialité**

En cas de sous-traitance, les pièces a) et b) doivent être présentées pour chacun des sous-traitants, et les annexes de sous-traitance du contrat devront être complétées et signées.

** Si son offre est retenue, le soumissionnaire devra fournir dans un délai de **10 jours** ouvrables à compter de la demande écrite de l'acheteur public :*

- *RIDET ;*

- *un extrait K-bis de moins de 3 mois attestant de la non faillite de l'entreprise*

- *attestations fiscales pour l'année en cours ;*

- *attestations CAFAT / RUAMM pour le dernier trimestre exigible à la remise de l'offre ;*

- *RIB ou RIP.*

Il devra fournir dans le même délai les mêmes pièces justificatives pour chacun de ses éventuels sous-traitants.

A défaut de fourniture des pièces conformes dans le délai prescrit, l'offre sera éliminée.

7 - Conditions formelles de remise de l'offre

L'offre (constituée des documents listés à l'article 6) doit être remise sur la **PLACE** (www.marches-publics.gouv.fr)

avant le **mercredi 06 aout 2025 à 11h**

Le dépôt papier n'est plus autorisé, seul sont acceptés les dépôts par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

8 – Offres irrecevables

Les offres reçues dans les délais seront jugées irrecevables et éliminées si elles tombent dans l'une des catégories suivantes.

→ **Offre inappropriée** : offre qui ne répond pas au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

→ **Offre irrégulière** : offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable.

Toutefois, l'administration peut régulariser toutes les offres irrégulières dès lors qu'il ne s'agit pas d'éléments substantiels de l'offre (notamment prix, délais, éléments du mémoire technique définis par le soumissionnaire).

→ **Offre inacceptable** : offre dont le prix global est supérieur au financement affecté au contrat par l'acheteur public, fixé avant le lancement de la consultation.

→ **Offre anormalement basse** : offre dont le prix global est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du contrat.

Toutefois, l'administration peut accepter une offre qui semble anormalement basse, après que le soumissionnaire ait apporté les justifications objectives et pertinentes pour son niveau de prix sur demande de l'administration.

9 – Critères d'évaluation des offres recevables

L'offre de chaque soumissionnaire sera évaluée sur la base des critères suivants :

Critère PRIX sur 60 points maximum

L'évaluation sera faite par comparaison du prix global entre les offres recevables reçues des soumissionnaires.

Critère VALEUR TECHNIQUE sur 30 points maximum

L'évaluation sera faite sur la base des éléments fournis par le soumissionnaire dans sa note méthodologie

Critère VALEUR DEVELOPPEMENT DURABLE sur 10 points maximum

L'évaluation sera faite sur la base des éléments fournis par le soumissionnaire dans sa note méthodologie

Les méthodes de notation utilisées seront les suivantes :

Formule, pour les critères quantitatifs : Prix

Note attribuée = note maximale du critère x (paramètre le moins élevé parmi les candidats) / (paramètre du candidat analysé).

Echelle de notation, pour les sous-critères de valeur technique :

Note attribuée = note maximale du sous-critère x coefficient de l'échelle de notation ci-dessous.

- Réponse très satisfaisante (excellente) : 100 % de la note maximale
- Réponse satisfaisante (bonne) : 75 % de la note maximale
- Réponse passable (moyenne) : 50 % de la note maximale

- Réponse insuffisante (médiocre) : 25 % de la note maximale
- Eléments non fournis ou inexploitable : 0 % de la note maximale

Echelle de notation, pour les sous-critères de **valeur développement durable** :

Action complète : 10;

Action partielle : 05;

Pas d'action : 00.

Pour un critère donné, la meilleure soumission doit en fin de compte bénéficier de la note maximale prévue pour ce critère afin d'éviter de fausser le poids relatif des critères. Lorsque la notation appliquée ne conduit pas à ce résultat, les notes de toutes les soumissions pour ce critère donné sont recalculées proportionnellement afin d'atteindre ce résultat.

Chaque note de sous-critère ou de critère est arrondie à la 1ère décimale, quelle que soit l'étape de calcul.

10 - Suites de la consultation

Le soumissionnaire le mieux classé sera attributaire du contrat, sous réserve de vérification de la régularité fiscale et sociale.

Si la différence de note globale entre les offres les mieux classées est inférieure à 0,5 point, l'acheteur pourra décider de les considérer comme équivalentes et de choisir l'offre dont le prix est le plus intéressant.

Toutefois, si aucune offre n'est jugée satisfaisante, l'administration peut consulter de nouveau l'ensemble des soumissionnaires en vue de parfaire leurs offres ou de négocier les prix, sans remettre en cause les éléments essentiels de la consultation.

Par ailleurs, elle reste discrétionnairement libre de ne pas donner suite à la présente consultation.

11 – Pilotage des travaux

Le maître d'ouvrage est la Gendarmerie Nationale.

L'assistant au maître d'ouvrage est la société CAMO, représentée par Mme Capucine LORRIN

Le maître d'œuvre est représenté par Monsieur Emmanuel VILLENEUVE, société INFLUENCES.

Le bureau de contrôle est représenté par la société SOCOTEC.

La mission G4 de supervision géotechnique est assurée par LGC.

12 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de trois mois. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.